

## Côte d'Ivoire

En 2013, la Côte d'Ivoire a fait des progrès appréciables sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a financé partiellement et commencé à mettre en œuvre son Plan d'action national de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, lancé un programme pilote de système national de suivi du travail des enfants, et continué à financer divers programmes sociaux pour lutter contre le travail des enfants. Il a également coordonné des initiatives visant le travail des enfants et passé en revue des projets portant sur le travail des enfants pour s'assurer qu'ils appuyaient des activités prévues dans le Plan d'action national de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants. Toutefois, en Côte d'Ivoire, des enfants continuent d'être astreints aux pires formes de travail des enfants dans l'agriculture, en particulier dans les plantations de cacao, parfois dans des situations de travail forcé. La Côte d'Ivoire n'a toujours pas de loi sur la scolarité obligatoire et des lacunes demeurent dans l'application des lois et l'accès des enfants à l'éducation.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, en Côte d'Ivoire sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Lois	Veiller à ce que les lois et réglementations pertinentes sur le travail des enfants s'appliquent également aux enfants qui travaillent dans le secteur formel et le secteur informel.	2011 – 2013
	Adopter le décret d'application de la loi relative à la traite et aux pires formes de travail des enfants.	2013
	Rendre l'éducation gratuite et obligatoire et établir un âge minimum de fin de scolarité obligatoire qui soit compatible avec l'âge minimum légal d'admission à l'emploi.	2009 – 2013
Mise en application	Dresser une liste fiable des établissements qui font l'objet d'inspections du travail.	2013
	Affecter des moyens suffisants et fournir une formation adéquate pour assurer l'efficacité des inspections, des enquêtes et de l'application des lois du travail et des lois pénales portant sur le travail des enfants, en particulier dans les secteurs où les pires formes de travail des enfants sont les plus répandues.	2009 – 2013
	Recueillir et mettre à la disposition du public de façon systématique les données relatives à l'incidence du travail et de la traite des enfants, aux poursuites judiciaires, aux condamnations et à l'aiguillage vers des services de réadaptation des enfants soustraits au travail des enfants, en particulier à ses pires formes.	2010 – 2013
Coordination	Améliorer la coordination entre le CIM et le CNS, et clarifier les rôles et les responsabilités de chacun.	2012 – 2013
Politiques gouvernementales	Évaluer l'impact que peuvent avoir les politiques existantes sur la lutte contre le travail des enfants.	2013
Programmes sociaux	Mener des recherches pour déterminer les activités des enfants qui travaillent dans la production de charbon de bois, d'huile de palme, de vin et de caoutchouc, l'élevage du bétail et l'agriculture, y compris la production de céréales, d'ananas et de riz, afin d'orienter les politiques et les programmes.	
	Développer le SOSTECI et accroître l'utilisation des données sur le	2011 – 2013

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	travail des enfants par les organismes pertinents afin d'augmenter les prestations de services aux enfants astreints au travail des enfants ou qui risquent d'y être astreints.	
	Développer les activités visant à mettre efficacement en vigueur les plans d'action nationaux de lutte contre les pires formes de travail des enfants, y compris les actions visant à réduire les pires formes de travail des enfants dans l'agriculture, l'exploitation sexuelle commerciale, le travail domestique et l'extraction minière.	2009 – 2013
	Prendre des mesures pour garantir l'accès des enfants à une éducation gratuite, sûre et de qualité.	2011 – 2013
	Mettre en œuvre, développer et améliorer tous les programmes portant sur les pires formes de travail des enfants, y compris le travail forcé des enfants, dans l'agriculture, l'extraction minière, le travail domestique et l'exploitation sexuelle commerciale, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• En élaborant des modèles durables à long terme de surveillance du travail des enfants et de réadaptation.</li> <li>• En développant les programmes sociaux, éducatifs et de création de moyens de subsistance, la réadaptation des enfants soustraits au travail des enfants, la formation des agriculteurs et l'amélioration des infrastructures éducatives (comme les établissements scolaires).</li> <li>• En assurant le suivi des actions mises en œuvre dans le cadre de projets et en mettant les informations ainsi obtenues à la disposition du public.</li> <li>• En reproduisant et en amplifiant les modèles efficaces de lutte contre l'exploitation des enfants par le travail dans toutes les zones de culture du cacao et les autres zones agricoles.</li> </ul>	2009 – 2013
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes existants sur le travail des enfants.	2013